

**Sujet :** - CREDO POUR UNE NATION BLESSÉE

**De :** castano jose <josecastano@free.fr>

**Date :** 12/05/2026 12:29

# CREDO POUR UNE NATION BLESSÉE

**(Le dernier rêve d'un peuple fatigué)**

***« Quand tout s'effondre, espérer encore devient un acte de courage. Espérer, c'est exiger des dirigeants qu'ils protègent, parlent vrai, tiennent bon. Tant qu'un peuple espère, il reste invincible. »***

Il arrive, dans les nuits lourdes où l'angoisse colle à l'âme comme une suie, qu'un rêve s'impose. Un rêve ancien, presque archaïque : celui de voir enfin surgir un chef d'État à la stature digne de ce nom. Non un gestionnaire frileux, non un commentateur du désastre, mais un homme – ou une femme – debout, ancré, regard clair, parole ferme, capable de dire non, capable surtout d'agir.

**Dans ce rêve, la peur change de camp.**

Face aux terroristes islamistes, il n'y a plus de communiqués tremblants ni de marches funèbres répétées jusqu'à l'usure. Il y a une réponse implacable de l'État, légale mais inflexible, déterminée à défendre la vie, la liberté, la paix civile. Une réponse qui ne cherche pas d'excuses sociologiques à la barbarie, qui ne négocie pas avec ceux qui haïssent notre monde et veulent le détruire.

Face aux narcotrafiquants, ce pouvoir ne détourne plus le regard. Il comprend que la drogue n'est pas un simple fléau social mais une guerre silencieuse, une gangrène qui corrompt les quartiers, les institutions, les consciences. Il frappe là où ça fait mal : l'argent, les réseaux, l'impunité. Il rend à la loi son autorité et aux honnêtes gens leur dignité.

Face aux voyous, aux émeutiers, aux fauteurs de trouble qui brûlent, pillent, cassent et humilient au nom de toutes les causes et d'aucune, ce chef d'État ne

balbutie pas. Il rappelle que la liberté n'est pas le chaos, que la contestation n'est pas la destruction, et que la République n'est pas un terrain de jeu pour la haine, la rage et le nihilisme.

Face aux artisans du désordre — groupes « antifas » et mouvances ultra-gauchistes — qui prétendent imposer leur loi en dressant la rue contre les urnes, le tumulte contre la loi, l'invective au suffrage, il ne transige pas. Il engage les procédures prévues par le droit pour qualifier et poursuivre les organisations qui recourent à la violence, en ordonne la dissolution et réaffirme sans ambiguïté la primauté des institutions républicaines en menaçant la *France insoumise* d'une mise à l'écart institutionnelle.

Même face aux syndicalismes devenus ultras, lorsqu'ils prennent en otage le pays, cassent, bloquent, menacent, paralysent sans jamais proposer, ce pouvoir tranche. Il écoute la voix du travail réel, de ceux qui produisent, soignent, enseignent, bâtissent... pas celle des professionnels du désordre.

**Dans ce rêve, la fermeté n'est pas une option : elle est un devoir.**

**Et puis il y a l'Europe.**

Dans ce rêve, le chef d'État ne se courbe plus devant le diktat technocratique, les injonctions hors-sol, la lâcheté molle d'une Europe qui sermonne mais ne protège pas, qui proclame des valeurs mais recule devant chaque crise majeure. Il parle à l'Europe comme à un partenaire, non comme à un maître. Il rappelle que la souveraineté n'est pas un gros mot, mais la condition même de la démocratie.

Ce rêve est traversé de larmes et de colère. Une colère froide, juste, née de trop d'attentats, trop de zones de non-droit, trop de renoncements, trop de phrases creuses sur des cercueils bien réels, trop de palinodies, trop de lâchetés. Mais cette colère n'est pas haine : elle est amour du pays, respect du peuple, fidélité à l'Histoire.

Et lorsque le rêve touche à sa fin, il ne reste pas un slogan, mais une prière.

Une prière pour que surgisse enfin une voix claire dans le fracas.

Une prière pour que la force revienne au service du droit.

Une prière pour que le courage l'emporte sur la peur.

Une prière pour que nos enfants héritent autre chose que des ruines morales et des promesses trahies.

Ceci est notre *Credo*, murmuré face à la tragédie, un cri de détresse et

d'espérance mêlées : la détresse d'un peuple qui ne veut pas mourir. C'est la supplication d'un pays fatigué de plier, fatigué de pleurer, fatigué d'enterrer, fatigué de s'autoflageller ; **c'est l'attente d'un chef**. Que l'État se relève, que la Nation se tienne droite car tant qu'un peuple espère, il refuse de mourir !

**José CASTANO**

## **En cas de victoire du RN en 2027, LFI appelle à l'insurrection**

Se revendiquant de "*l'antifascisme*", Mathilde Panot, la cheffe de file des députés insoumis à l'Assemblée nationale, a sous-entendu (février 2026) que son parti n'acceptera pas le résultat de l'élection présidentielle de 2027 si le RN l'emportait : « *Nous n'accepterons jamais que dans notre pays le fascisme prenne le pouvoir par les urnes* ».

Panot appelait, ainsi, (à demi-mot) ses militants à utiliser la violence pour **imposer** aux Français un pouvoir qu'ils auraient rejeté dans les urnes. Sédition armée, grève générale, appel aux « *frères* » des banlieues... de quoi transformer les émeutes en guerre civile.

La logistique armée des groupes de combat de l'extrême gauche se prépare d'ores et déjà à l'affrontement...

En qualifiant systématiquement la droite nationale de *fasciste* (sans en connaître vraiment le sens), LFI – niant la volonté du peuple souverain - installe l'idée qu'une victoire électorale de cet adversaire ne serait pas une alternance légitime mais une usurpation morale, d'où le refus du verdict des urnes résumé dans un slogan éculé : « *Le fascisme ne passera pas!* »

Le « **fascisme** ! », c'est le paravent idéal pour justifier la violence, c'est l'écran de fumée de cette gauche délinquante : un mot crié pour ne plus penser, un gourdin brandi ou un pavé jeté pour frapper tout ce qui lui résiste et faire plier la démocratie sous la menace de la rue. Peu importe qu'il n'y ait plus de fascisme réel : il faut l'inventer pour disculper l'invective, la fureur, transformer l'adversaire en monstre, abolir le débat et absoudre par avance toutes les violences... et tous les meurtres. Dès lors, les alliances avec la racaille ne sont plus des renoncements, mais des leviers ; les émeutes, ne sont plus des fautes, mais des moyens. Ce n'est plus une idéologie qui se bat et appelle à l'insurrection, c'est une stratégie de survie : gouverner par la peur, régner par l'anathème et confondre sciemment l'ordre démocratique avec le mal absolu. Par conséquent, si le RN venait à remporter l'élection présidentielle, cette élection deviendrait un coup d'État, l'ordre une oppression, la nation un crime. Tout serait donc permis ; rien ne s'opposerait à la fureur de la rue... telle est la conception de la *démocratie* chez l'ultra gauche... ce qui nous promet des jours bien sombres en 2027.

**José CASTANO**